

Le Progrès, une idée morte ?

Cet été, le journal "Le Monde" a publié une série d'articles autour d'une question centrale pour notre époque : "Le progrès, une idée morte ?". Nous vous livrons celui d'Alain Lipietz, "économiste" des Verts, connu en Pays Basque pour y être venu à plusieurs reprises.

Une boussole au cœur des humains

par Alain Lipietz

S AVEZ-VOUS que l'ordinaire s'en va toujours en descendant ? C'est ce que chantaient les ouvriers papetiers, révoltés contre l'édit royal de 1738 qui rognait la législation sociale de l'époque (« l'ordinaire »). Un demi-siècle plus tard,



sur les deux rives de l'Atlantique, s'ouvrait un cycle historique de progrès de l'ordinaire. A travers les révolutions démocratiques puis socialistes, l'Occident puis les peuples d'Orient entreprenaient de refonder le monde sur la Raison et l'idée de Progrès. Ni Auschwitz, ni Hiroshima, ni le Goulag n'allaient suffire à mettre cette idée au rebut. Les reculs étaient parfois si désespérants que revenait pour un temps l'angoisse shakespearienne : « *La vie n'est qu'une ombre en marche, une histoire racontée par un idiot, pleine de bruit et de fureur, ne signifiant rien.* » Même les révolutionnaires marxistes du début de ce siècle cédaient parfois au découragement, comme l'Italien Labriola : « *L'Histoire n'est qu'un kaléidoscope, une ennuyeuse chanson.* » Et puis, l'espoir chevillé au cœur de l'humanité, depuis Spartacus et bien avant, reprenait le dessus.

Sommes-nous, en Occident, dans une telle phase passagère de désarroi ? Ou bien l'idée de progrès va-t-elle mourir avec le siècle pour la planète entière ? Le caractère « local » et passager de notre désespoir présent a de solides arguments : le retour de l'intolérance barbare en Yougoslavie, en Irlande du Nord, la désagrégation d'un siècle de conquêtes sociales dans les pays

anglo-saxons (et le retour de la faim dans les classes populaires britanniques), la « société en sablier » qui s'installe sur les deux rives de l'Atlantique où les couches moyennes se sentent irréversiblement attirées vers le bas, et celles du bas précipitées vers l'exclusion... Mais l'Asie en ébullition a, pour le moment, bien des raisons de croire au Progrès.

En somme, nous aurions affaire au point bas d'un « petit cycle ». Nous connaissons les causes de notre malheur : la dictature du marché, des dogmes néolibéraux, dont furent victimes avant nous les papetiers de 1738 comme les ouvriers du XIX^e siècle, qui découvriraient avec horreur que la Révolution française n'avait pas apporté le bonheur en Europe et se tournaient vers le socialisme. Cet ultralibéralisme, dénoncé par Karl Polanyi, entraîna la crise des années 30, le fascisme et la guerre... Maastricht et l'accord du GATT ne seraient que des mauvais coups, comme il y en eut tant d'autres, et que nous saurons à leur tour réparer.

Bien sûr qu'il faut se battre pour réparer, recoudre nos sociétés déchirées, dompter la mondialisation et la révolution technologique par un nouveau partage du travail et des richesses, par des formes renouvelées d'Etat-providence, par des règles de jeu imposées au commerce international. Et pourtant nous ne pouvons pas faire comme si le XX^e siècle n'avait pas eu lieu. Nous savons maintenant que le progrès n'est pas la marche vers un état de bonheur permanent dont les plans seraient déjà dessinés. Le libéralisme a échoué au siècle dernier et son retour en force nous précipite dans le désespoir. Mais le socialisme, espoir du

XX^e siècle, a échoué tout autant dans l'horreur sous la forme communiste à l'Est que dans la capitulation sous sa forme sociale-démocrate à l'Ouest.

Nous savons aujourd'hui que l'idée de progrès n'est qu'une boussole au cœur des humains, celle qu'Ernst Bloch appelait le « *principe espérance* ». Une direction, définie par des valeurs morales. Une direction par rapport à laquelle l'humanité peut avancer, reculer, dévier. Rien, ni l'accumulation de l'expérience, ni le progrès des sciences et des techniques, ni même l'éducation ne garantit sa marche. Le progrès est toujours à recommencer, chaque position conquise est aussitôt menacée si nous n'y prenons pas garde.

Nous savons maintenant que le progrès n'est pas la marche vers un état de bonheur permanent dont les plans seraient déjà dessinés

Nous avons encore appris autre chose. Non seulement le progrès n'est qu'une direction possible, mais cette direction même se modifie, s'enrichit en marchant. Nous avons cru, au cours des « trente glorieuses », que le progrès, poussé par les forces du travail et de la culture, combinerait progrès technique, progression du pouvoir

d'achat, progrès de l'intérêt général personnifié par l'Etat. Nous avons appris que le progrès de la technique et de la consommation pouvaient ruiner notre eau, notre air, nos paysages et la planète. Nous avons appris d'autres responsabilités, nous avons d'autres exigences. L'oppression ancestrale des femmes, le mépris séculaire pour les peuples « à civiliser » ne sont plus de mise.

S'il n'est de progrès que relatifs et fragiles quant aux résultats, le mouvement même de l'histoire des luttes enrichit le progrès quant à ses ambitions. Et finalement cet écart qui se creuse entre le désir de progrès et l'état où nous en sommes, écart que manque à combler la crise du politique, pourrait bien être la cause essentielle du désespoir présent. « *L'ancien se meurt, le nouveau ne parvient pas à voir le jour : dans cet interrègne surgissent les monstres* », disait Gramsci. Les monstres, inutiles de les nommer.

Quelles sont aujourd'hui les valeurs qu'indique notre boussole ? L'autonomie : ce désir de liberté qui exige de « voir le bout de ses propres actes ». La solidarité : ce désir d'égalité qui n'abandonne aucun laissé-pour-compte sur le bord de la route. La responsabilité écologiste : ce désir de fraternité qui s'étend aux générations futures et à la vie sur la terre.

Puissent les politiques en tenir compte. Cela dépend de chacun de nous.

Alain Lipietz est directeur de recherche au CNRS